

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ 24 ΜΑΡΤΙΟΥ 1988	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 55

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1762

Κύρωση της Διεθνούς Σύμβασης για την απλούστευση και την εναρμόνιση των τελωνειακών καθεστώτων.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο

Κυρώνονται και έχουν την ισχύ που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος η Διεθνής Σύμβαση για την απλούστευση και την εναρμόνιση των τελωνειακών καθεστώτων, που καταρτίσθηκε στο Κυότο στις 18 Μαΐου 1973, όπως και το Παράρτημα Α.1 της ίδιας Σύμβασης περί των Τελωνειακών Διατυπώσεων που προηγούνται της κατάθεσης της διασάφησης εμπορευμάτων, με εξαίρεση τους κανόνες 11 και 21 του Παραρτήματος αυτού, τα κείμενα των οποίων, σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική, έχουν ως εξής:

CONVENTION INTERNATIONALE
pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers

Préambule

Les PARTIES CONTRACTANTES à la présente Convention, élaborée sous les auspices du Conseil de coopération douanière,

Constantant que les disparités entre les régimes douaniers des pays sont de nature à entraver les échanges internationaux,

Considérant qu'il est dans l'intérêt de tous les pays de favoriser ces échanges et la coopération internationale,

Considérant que la simplification et l'harmonisation de leurs régimes douaniers peuvent contribuer de façon efficace au développement du commerce international et d'autres formes d'échanges internationaux,

Convaincues qu'un instrument international proposant des dispositions que les pays s'engagent à appliquer dès qu'ils en ont la possibilité permettrait d'aboutir progressivement à un haut degré de simplification et d'harmonisation des régimes douaniers, ce qui constitue l'un des objectifs essentiels du Conseil de coopération douanière,

Sont convenues de ce qui suit:

CHAPITRE PREMIER
Définitions
Article premier

Pour l'application de la présente Convention on entend:

(a) par «Conseil»: l'organisation établie par la Convention portant création d'un Conseil de coopération douanière, conclue à Bruxelles, le 15 décembre 1950;

(b) par «Comité technique permanent»: le Comité technique permanent du Conseil;

(c) par «ratification»: la ratification proprement dite, l'acceptation ou l'approbation.

CHAPITRE II
Champ d'application de la Convention et structure des annexes
Article 2

Chaque Partie contractante s'engage à promouvoir la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers et, à cette fin, à se conformer, dans les conditions prévues par la présente Convention, aux normes et pratiques recommandées faisant l'objet des annexes à la présente Convention. Toutefois, il est loisible à toute Partie contractante d'accorder des facilités plus grandes que celles que prévoit la Convention et il lui est recommandé d'accorder de telles facilités dans toute la mesure possible.

Article 3

Les dispositions de la présente Convention ne mettent pas obstacle à l'application des prohibitions et restrictions dérivant de la législation nationale.

Article 4

Chaque annexe à la présente Convention se compose en principe:

(a) d'une introduction qui constitue la synthèse des différentes questions traitées dans l'annexe;

(b) de définitions des principaux termes douaniers qui sont utilisés dans cette annexe;

(c) de normes, qui sont des dispositions dont l'application générale est reconnue nécessaire pour aboutir à l'harmonisation des régimes douaniers et à leur simplification;

(d) de pratiques recommandées, qui sont des dispositions dont il est reconnu qu'elles constituent un progrès vers l'harmonisation et la simplification des régimes douaniers et dont l'application aussi générale que possible est jugée souhaitable;

(e) de notes destinées à indiquer certaines des possibilités qui peuvent être retenues pour l'application de la norme ou de la pratique recommandée correspondante.

Article 5

1. Chaque Partie contractante qui accepte une annexe est réputée accepter toutes les normes et pratiques recommandées figurant dans cette annexe, à moins qu'elle ne notifie au Secrétaire général du Conseil, au moment de l'acceptation de ladite annexe ou ultérieurement, la ou les normes et pratiques recommandées pour lesquelles elle formule des réserves en indiquant les différences existant entre les dispositions de sa législation nationale et celles des normes et des pratiques recommandées en cause. Toute Partie contractante ayant formulé des réserves peut, à tout moment, les lever, en tout ou en partie, par notification au Secrétaire général en indiquant la date à laquelle ces réserves sont levées.

2. Chaque Partie contractante liée par une annexe, examine, au moins tous les trois ans, les normes et pratiques recommandées figurant dans cette annexe et au sujet desquelles elle a formulé des réserves, les compare aux dispositions de sa législation nationale et notifie au Secrétaire général du Conseil les résultats de cet examen.

CHAPITRE III
Rôle du Conseil et du Comité technique permanent
Article 6

1. Le Conseil veille, dans le cadre de la présente Convention, à la gestion et au développement de celle-ci. Il décide, notamment, d'y incorporer de nouvelles annexes.

2. A ces fins, le Comité technique permanent exerce, sous l'autorité du Conseil et selon ses directives, les fonctions suivantes:

(a) préparer de nouvelles annexes et proposer au Conseil leur adoption en vue de les incorporer à la Convention;

(b) proposer au Conseil les projets d'amendement à la présente Convention ou aux annexes qu'il estimera nécessaires et, notamment, les projets tendant à amender le texte des normes et pratiques recommandées ou à transformer des pratiques recommandées en normes;

(c) fournir des avis sur toutes les questions concernant l'application de la Convention;

(d) accomplir les tâches que le Conseil pourrait lui assigner en ce qui concerne les dispositions de la Convention.

Article 7

Aux fins du vote au sein du Conseil et du Comité technique permanent, chaque annexe est considérée comme constituant une convention distincte.

CHAPITRE IV
Dispositions diverses
Article 8

Pour l'application de la présente Convention, l'annexe ou les annexes en vigueur à l'égard d'une Partie contractante font partie intégrante de la Convention; en ce qui concerne cette Partie contractante, toute référence à la Convention s'applique donc également à cette annexe ou à ces annexes.

Article 9

Les Parties contractantes qui forment une union douanière ou économique peuvent notifier au Secrétaire général du Conseil que, pour l'application d'une annexe déterminée à la présente Convention, leurs territoires sont à considérer comme un seul territoire. Dans tous les cas où, à la suite d' une telle notification, des divergences existent entre les dispositions de cette annexe et celles de la législation applicable sur les territoires des Parties contractantes, les Etats intéressés formulent, en application de l'article 5 de la présente Convention, une réserve à l'égard de la norme ou de la pratique recommandée en cause.

CHAPITRE V
Dispositions finales
Article 10

1. Tout différend entre deux ou plusieurs Parties contractantes en ce qui concerne l'interprétation ou l'application de la présente Convention est réglé, autant que possible, par voie de négociations directes entre lesdites Parties.

2. Tout différend qui n'est pas réglé par voie de négociations directes est porté par les Parties au différend devant le Comité technique permanent qui l' examine et fait des recommandations en vue de son réglement.

3. Si le Comité technique permanent ne peut régler le différend, il le porte devant le Conseil qui fait des recommandations conformément à l' article III (e) de la Convention portant création du Conseil.

4. Les Parties au différend peuvent convenir d'avance d'accepter les recommandations du Comité technique permanent ou du Conseil.

Article 11

1. Tout Etat membre du Conseil et tout Etat membre de l' Organisation des Nations Unies ou de ses institutions spécialisées peut devenir Partie contractante à la présente Convention:

(a) en la signant, sans réserve de ratification;

(b) en déposant un instrument de ratification après l'avoir signée sous réserve de ratification; ou

(c) en y adhérant.

2. La présente Convention est ouverte jusqu'au 30 juin 1974 au

siège du Conseil, a Bruxelles, à la signature des Etats visés au paragraphe 1 du présent article. Après cette date, elle sera ouverte à leur adhésion.

3. Tout Etat non membre des organisations visées au paragraphe 1 du présent article, auquel une invitation est adressée à cet effet par le Secrétaire général du Conseil, sur la demande du Conseil, peut devenir Partie contractante à la présente Convention en y adhérant après son entrée en vigueur.

4. Chacun des Etats visés aux paragraphes 1 ou 3 du présent article spécifie, au moment de signer ou de ratifier la présente Convention ou d'y adhérer, l'annexe ou les annexes qu'il accepte, étant entendu qu'il doit accepter au moins une annexe. Il peut ultérieurement notifier au Secrétaire général du Conseil qu'il accepte une ou plusieurs autres annexes.

5. Les instruments de ratification ou d'adhésion sont déposés auprès du Secrétaire général du Conseil.

6. Toute nouvelle annexe que le Conseil décide d'incorporer à la présente Convention est communiquée par le Secrétaire général du Conseil aux Parties contractantes à la présente Convetion, aux autres Etats signataires, aux Etats membres du Conseil qui ne sont pas Parties contractantes à la présente Convention et au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Les Parties contractantes qui acceptent cette nouvelle annexe le notifient au Secrétaire général du Conseil, conformément au paragraphe 4 du présent article.

7. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article sont également applicables aux unions douanières ou économiques visées à l' article 9 de la présente Convention, dans la mesure où les obligations découlant des instruments instituant ces unions douanières ou économiques imposent à leurs organes compétents de stipuler en leur propre nom. Ces organes ne disposent toutefois pas du droit de vote.

Article 12

1. La présente Convention entre en vigueur trois mois après que cinq des Etats mentionnés au paragraphe 1 de l'article 11 ci-dessus ont signé la présente Convention sans réserve de ratification ou ont déposé leur instrument de ratification ou d'adhésion.

2. A l'égard de tout Etat qui signe la présente Convention sans réserve de ratification, qui la ratifie ou y adhère, après que cinq Etats ont soit signé la Convention sans réserve de ratification, soit déposé leur instrument de ratification ou d' adhésion, la Convention entre en vigueur trois mois après que ledit Etat a signé sans réserve de ratification ou déposé son instrument de ratification ou d' adhésion.

3. Toute annexe à la présente Convention entre en vigueur trois mois après que cinq Parties contractantes ont accepté ladite annexe.

4. A l' égard de tout Etat qui accepte une annexe après que cinq Etats l' ont acceptée, ladite annexe entre en vigueur trois mois après que cet Etat a notifié son acceptation.

Article 13

1. Tout Etat peut, soit au moment de la signature sans réserve de ratification, de la ratification ou de l' adhésion, soit ultérieurement, notifier au Secrétaire général du Conseil que la présent Convention s'étend à l' ensemble ou à certains des territoires dont les relations internationales sont placées sous sa responsabilité. Cette notification prend effet trois mois après la date à laquelle le Secrétaire général la reçoit. Toutefois, la Convention ne peut devenir applicable aux territoires désignés dans la notification avant qu' elle ne soit entrée en vigueur à l' égard de l' Etat intéressé.

2. Tout Etat ayant, en application du paragraphe 1 du présent article, notifié que la présent Convention s' étend à un territoire dont les relations internationales sont placées sous sa responsabilité, peut notifier au Secrétaire général du Conseil, dans les conditions prévues à l' article 14 de la présente Convention, que ce territoire cessera d' appliquer la Convention.

Article 14.

1. La présente Convention est conclue pour une durée illimitée. Toutefois, toute Partie contractante peut la dénoncer à tout moment après la date de son entrée en vigueur, telle qu' elle est fixée à l' article 12 de la présent Convention.

2. La dénonciation est notifiée par un instrument écrit déposé auprès du Secrétaire général du Conseil.

3. La denonciation prend effet six mois après la réception de l' instrument de dénonciation par le Secrétaire général du Conseil.

4. Les dispositions des paragraphes 2 et 3 du présent article sont également applicables en ce qui concerne les annexes à la Convention, toute Partie contractante pouvant, à tout moment après la date de leur entrée en vigueur, telle qu' elle est fixée à l' article 12, retirer son acceptation d' une ou de plusieurs annexes. La partie contractante qui retire son acceptation de toutes les annexes est réputée avoir dénoncé la Convention.

Article 15

1. Le Conseil peut recommander des amendements à la présente Convention. Toute Partie contractante à la présent Convention est invitée, par le Secrétaire général du Conseil, à prendre part à la discussion sur toute proposition tendant à amender la présente Convention.

2. Le texte de tout amendement ainsi recommandé est communiqué par le Secrétaire général du Conseil aux Parties contractantes à la présente Convention, aux autres Etats signataires et aux Etats membres du Conseil qui ne sont pas Parties contractantes à la présente Convention.

3. Dans un délai de six mois à compter de la date de la communication de l'amendement recommandé, toute Partie contractante ou, s'il s'agit d'un amendement concernant une annexe en vigueur, toute Partie contractante liée par cette annexe, peut faire connaitre au Secrétaire général du Conseil:

(a) soit qu'elle a une objection à l'amendement recommandé;

(b) soit que, bien qu'elle ait l'intention d'accepter l'amendement recommandé, les conditions nécessaires à cette acceptation ne se trouvent pas encore remplies dans son pays.

4. Aussi longtemps qu'une Partie contractante qui a adressé la communication prevue au paragraphe 3 (b) du présent article n'a pas notifié son acceptation au Secrétaire général du Conseil elle peut, pendant un délai de neuf mois à partir de l'expiration du délai de six mois prévu au paragraphe 3 du présent article, présenter une objection à l'amendement recommandé.

5. Si une objection à l'amendement recommandé est formulée dans les conditions prévues aux paragraphes 3 et 4 du présent article, l'amendement est considéré comme n'ayant pas été accepté et reste sans effet.

6. Si aucune objection à l'amendement recommandé n'a été formulée dans les conditions prévues aux paragraphes 3 et 4 du présent article, l'amendement est réputé accepté à la date suivante:

(a) lorsqu'aucune Partie contractante n'a adressé de communication en application du paragraphe 3 (b) du présent article, à l'expiration du délai de six mois visé à ce paragraphe 3;

(b) lorsqu'une ou plusieurs Parties contrantantes ont adressé une communication en application du paragraphe 3 (b) du présent article, à la plus rapprochée des deux dates suivantes:

(i) date à laquelle toutes les Parties contractantes ayant adressé une telle communication ont notifié au Secrétaire général du Conseil leur acceptation de l' amendement recommandé, cette date étant toutefois reportée à l'expiration du délai de six mois visé au paragraphe 3 du présent article si toutes les acceptations ont été notifiées antérieurement à cette expiration;

(ii) date d'expiration du délai de neuf mois visé au paragraphe 4 du présent article.

7. Tout amendement réputé accepté entre en vigueur soit six mois après la date à laquelle il a été réputé accepté soit, lorsque l'amendement recommandé est assorti d'un délai d'entrée en vigueur différent, à l'expiration de ce délai suivant la date à laquelle il a été réputé accepté.

8. Le Secrétaire général du Conseil notifie, le plus tôt possible, aux Parties contractantes à la présente Convention et aux autres Etats signataires, toute objection à l'amendement recommandé formulée conformément au paragraphe 3 (a) du présent article, ainsi que toute communication adressée conformément au paragraphe 3 (b). Il fait savoir ultérieurement aux Parties contractantes et aux autres Etats signataires si la ou les Parties contractantes qui ont adressé une telle communication élèvent une objection contre l'amendement recommandé ou l'acceptent.

Article 16

1. Indépendamment de la procédure d'amendement prévue à l' article 15 de la présente Convention, toute annexe peut, à l'exclusion des définitions qu'elle contient, être modifiée par décision du Conseil. Toute Partie contractante à la présente Convention est invitée, par le Secrétaire général du Conseil, à prendre part à la discussion sur toute proposition tendant à amender une annexe. Le texte de tout amendement ainsi décidé est communiqué par le Secrétaire général du Conseil aux Parties contractantes à la présente Convention, aux autres

Etats signataires et aux Etats membres du Conseil qui ne sont pas Parties contractantes à la présente Convention.

2. Les amendements qui ont fait l' object d'une décision en application du paragraphe 1 du présent article entrent en vigueur six mois après que communication en a été faite par le Secrétaire général du Conseil. Chaque Partie contractante liée par l'annexe qui fait l'object de tels amendements est réputée avoir accepté ces amendements sauf si elle formule des réserves dans les conditions prévues à l'article 5 de la présente Convention.

Article 17

1. Tout Etat qui ratifie la présente Convention ou y adhère est réputé avoir accepté les amendements entrés en vigueur à la date du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Un Etat qui accepte une annexe, est réputé, sauf s' il formule des réserves conformément aux dispositions de l'article 5 de la présente Convention, avoir accepté les amendements à cette annexe entrés en vigueur à la date à laquelle il notifie son acceptation au Secrétaire général du Conseil.

Article 18

Le Secrétaire général du Conseil notifie aux Parties contractantes à la présente Convention, aux autres Etats signataires, aux Etats membres du Conseil qui ne sont pas Parties contractantes à la présente Convention et au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies:

(a) les signatures, ratifications et adhésions visées à l' article 11 de la présente Convention;

(b) la date à laquelle la présente Convention et chacune de ses annexes entrent en vigueur conformément à l'article 12;

(c) les notifications reçues conformément aux articles 9 et 13;

(d) les notifications et communications reçues conformément aux articles 5, 16 et 17;

(e) les dénociations reçues conformément à l'article 14;

(f) les amendements réputés acceptés conformément à l'article 15 ainsi que la date de leur entrée en vigueur;

(g) les amendements aux annexes adoptés par le Conseil conformément à l'article 16, ainsi que la date de leur entrée en vigueur.

Article 19

Conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, la présente Convention sera enregistrée au Secrétariat des Nations Unies à la requête du Secrétaire général du Conseil.

En foi de quoi les soussignés à ce dûment autorisés ont signé la presénte Convention.

Fait à Kyoto, le dix-huit mai mil neuf cent soixante-treize, en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé auprès du Secrétaire général du Conseil qui en transmettra des copies certifiées conformes à tous les Etats visés au paragraphe 1 de l'article 11 de la présente Convention.

ANNEXE A.1.

Annexe
concernant les formalités douanières
antérieures au dépôt
de la déclaration de marchandises

Introduction

Les marchandises peuvent être introduites dans un pays par des modes de transport très divers. Afin de protéger les intérêts du Trésor public et d'assurer l'observation de la législation nationale, il est nécessaire que le transporteur qui a introduit des marchandises sur le territoire douanier, présente dès que possible aux autorités douanières ces marchandises ainsi que le moyen de transport à bord duquel elles sont acheminées. Les dispositions nécessaires pour controler l'introduction des marchandises sur le territoire douanier dépendent, dans une large mesure, de la situation géographique de pays considéré ainsi que d'autres éléments tels que les principaux modes de transport utilisés pour introduire les marchandises dans ce pays.

Dans de nombreux cas, le bureau de douane où les marchandises doivent être présentées et où la déclaration de marchandises doit être déposée est situé au lieu d' introduction des marchandises sur le territoire douanier. Il peut toutefois arriver que ce bureau de douane soit situé à une certaine distance de ce lieu d'introduction. Dans ce cas, il est indispensable que les autorités douanières soient en mesure de contrôler l'acheminement des marchandises jusqu'au bureau de douane où les marchandises doivent être présentées.

Les intérêts de la douane peuvent être garantis au moyen d'une réglementation qui impose certaines obligations au transporteur et d'une surveillance matérielle exercée par la douane à l'égard des moyens de transport et des marchandises introduits sur le territoire douanier.

Il importe de reduire au minimum les inconvénients que ces mesures peuvent entraîner pour le commerce international. Par conséquent, toutes les formalités à accomplir par le transporteur doivent être aussi simples que possible et toute personne intéressée doit pouvoir obtenir sans difficulté des renseignements à leur sujet.

La présente annexe ne s'applique pas aux marchandises acheminées sous un regime douanier tel que le transit douanier international, par exemple, ni aux marchandises acheminées par la voie postale ou dans les bagages des voyageurs, ni aux marchandises placées en dépôt temporaire. Elle ne couvre pas non plus certaines autres formalités susceptibles d'être appliquées dans le cas de modes de transport particuliers, par exemple, la présentation d'une déclaration à l'arrivée du navire.

Définitions

Pour l' application de la présente annexe, on entend:

(a) par «formalités douanières antérieures au dépôt de la déclaration de marchandises»: l'ensemble des opérations à effectuer par la personne intéressée et par la douane depuis l'introduction des marchandises sur le territoire douanier jusqu'au moment où elles sont placées sous un régime douanier;

Note

Le dépôt temporaire peut être considéré comme un régime douanier.

(b) par «territoire douanier»: le territoire dans lequel les dispositions de la législation douanière d'un Etat sont pleinement applicables;

(c) par «transporteur»: la personne qui transporte effectivement les marchandises ou qui a le commandement ou la responsabilité du moyen de transport;

(d) par «droits et taxes à l'importation»: les droits de douane et tous autres droits, taxes et redevances ou impositions diverses qui sont perçus à l'importation ou à l'occasion de l'importation des marchandises, à l' exception des redevances et impositions dont le montant est limité au coût approximatif des services rendus;

(e) par «déclaration de marchandises»: l'acte fait dans la forme prescrite par la douane, par lequel les intéressés indiquent le régime douanier à assigner aux marchandises et communiquent les éléments dont la douane exige la déclaration pour l' application de ce régime;

(f) par «contrôle de la douane»: l' ensemble des mesures prises en vue d'assurer l'observation des lois et réglements que la douane est chargée d'appliquer;

(g) par «personne»: aussi bien une personne physique qu'une personne morale, à moins que le contexte n'en dispose autrement.

Principes

1. Norme

Les formalités douanières antérieures au dépôt de la déclaration de marchandises sont régies par les dispositions de la présente annexe.

2. Norme

La législation nationale énonce les conditions à remplir et les formalités à complir à l'égard des marchandises introduites sur le territoire douanier.

3. Norme

Toutes les marchandises introduites sur le territoire douanier sont soumises au contrôle de la douane, qu'elles soient passibles ou non de droits et taxes à l'importation.

4. Norme

Les formalités douanières antérieures au dépôt de la déclaration de marchandises sont réduites au minimum nécessaire pour assurer l'observation des lois et règlements que la douane est chargée d' appliquer.

5. Norme

Les formalités douanières antérieures au dépôt de la déclaration de marchandises sont applicables dans les mêmes conditions, quel que soit le pays d' origine ou de provenance des marchandises.

Introduction des marchandises sur le territoire douanier

Lieux d' introduction sur le territoire douanier

6. Norme

La législation nationale désigne les lieux d'introduction des marchandises sur le territoire douanier. Pour déterminer ces lieux, il est

tenu compte notamment des nécessités particulières du commerce, de l' industrie et des transports.

Note

Les pays peuvent désigner à cet effet des routes douanières à savoir les routes, voies ferrées, voies navigables et autres voies de transport (pipelines, etc.) qui doivent être utilisées pour l'importation des marchandises.

Obligations du transporteur

7. Norme

L'introduction de marchandises sur le territoire douanier comporte pour le transporteur l'obligation de les conduire directement à un bureau de douane ou en un autre lieu, désignés par les autorités douanières, sans en modifier ni l'état, ni l'emballage.

8. Norme

Lorsque le transport des marchandises du lieu de leur introduction sur le territoire douanier au bureau de douane ou en un autre lieu désignés est interrompu par suite d'accident ou de force majeure, le transporteur est tenu de prendre toutes les dispositions utiles pour éviter que les marchandises ne circulent dans des conditions non autorisées et d'informer les autorités douanières ou les autres autorités compétentes de la nature de l'accident ou des autres circonstances qui ont interrompu le transport.

Contrôle de la douane

9. Norme

Le contrôle de la douane au regard des marchandises importées est réduit au minimum.

Notes

1. Le contrôle de la douane peut comprendre la visite du moyen de transport.

2. Les autorités douanières peuvent être habilitées à prendre des mesures de contrôle particulières applicables uniquement dans des zones déterminées, par exemple, la zone frontière.

3. En général, il n'est pas nécessaire de recourir à des mesures de contrôle consistant à décharger les marchandises, à apposer des scellements ou des marques d'identification sur le moyen de transport ou les marchandises, ou à acheminer les marchandises sous escorte douanière. Toutefois, lorsque les autorités douanières estiment ces mesures de contrôle indispensables, elles appliquent celle qui entraine le moins d'inconvénients tant pour la douane que pour le transporteur, tout en offrant une garantie suffisante. Les scellements douaniers et les marques d'identification apposés par les autorités douanières d'un autre pays sont normalement acceptés, sauf s'il apparait qu'ils sont insuffisants ou qu'ils n'offrent pas la sécurité voulue.

Présentation des marchandises à la douane

Documents

10. Pratique recommandée

Lorsque le bureau de douane auquel les marchandises doivent être présentées n'est pas situé au lieu d'introduction des marchandises sur le territoire douanier, il ne devrait pas être fait obligation de déposer des documents aupres des autorités douanières de ce lieu.

Note

Les autorités douanières peuvent exiger, pour assurer l'identification des marchandises, la présentation d'un document commercial, d'un document de transport ou d'un autre document accompagnant les marchandises.

11. Norme

Lorsque les autorités douanières exigent un document pour la présentation des marchandises à la douane, elles acceptent que ce document ne contienne d'autres renseignements que ceux qui sont nécessaires pour identifier les marchandises et le moyen de transport.

Note

Ces renseignements sont normalement obtenus à partir de documents commerciaux et de transport dont le contenu peut être différent suivant le mode de transport consideré. En règle générale, les autorités douanières n'exigeront d'autres renseignements que les désignations des marchandises, des colis (marques et numéros, nombre et nature, poids) et l'identification des moyens de transport. Cependant, les renseignements exigibles peuvent être limités par accord international (il en est ainsi, par exemple, dans le cas des Parties contractantes à l'annexe 9 à la Convention relative à l'aviation civile internationale ou à la Convention visant à faciliter le trafic maritime international).

12. Pratique recommandée

Lorsque les documents présentés à la douane sont établis dans une langue dont l'utilisation n'est pas admise à cet effet ou dans une langue qui n'est pas une langue du pays où les marchandises sont introduites, les autorités douanières ne devraient pas systématiquement exiger une traduction des mentions portées sur ces documents.

Compétence et jours et heures d'ouverture des bureaux de douane

13. Norme

Les autorités douanières désignent les bureaux de douane dans lesquels les marchandises peuvent être présentées à la douane. Elles déterminent la compétence respective de ces bureaux de douane et en fixent les jours et heures d'ouverture en tenant compte notamment des nécessités particulières du commerce, de l'industrie et des transports.

Notes

1. Dans certains pays la compétence des bureaux de douane est fixée compte tenu des routes douanières et de leur importance.

2. Lorsqu'il est nécessaire, la compétence de certains bureaux de douane peut être limitée soit à certains modes de transport, soit à certaines catégories de marchandises, soit encore aux marchandises destinées à des régions déterminées (par exemple, la zone frontière ou une zone industrielle).

14. Pratique recommandée

Lorsque des bureaux de douane correspondants sont situés sur une frontière commune, les autorités douanières des deux pays concernés devraient harmoniser les jours et heures d'ouverture ainsi que la compétence de ces bureaux.

Note

Dans certains cas, des dispositifs de contrôle juxtaposés sont établis aux frontières communes, les bureaux de douane des deux pays étant installés au même endroit et parfois dans le même bâtiment.

Arrivée en dehors des heures de service

15. Norme

Les autorités douanières précisent les dispositions que le transporteur doit prendre, en cas d'arrivée au bureau de douane en dehors des heures de service, pour éviter que les marchandises ne circulent dans des conditions non autorisées sur le territoire douanier.

Note

Le transporteur peut être tenu de garder les marchandises en un lieu déterminé, faisant partie des dépendances du bureau de douane ou situé à proximité de celui-ci.

16. Pratique recommandée

A la demande du transporteur, et pour des raisons jugées valables par les autorités douanières, celles-ci devraient, dans la mesure du possible, permettre que les formalités douanières antérieures au dépôt de la déclaration de marchandises soient accomplies en dehors des jours et heures d'ouverture du bureau de douane, les frais qui en résultent pouvant être mis à la charge du transporteur.

Déchargement

Lieux de déchargement

17. Norme

La législation nationale détermine les emplacements où le déchargement est autorisé.

18. Pratique recommandée

A la demande de la personne intéressée, et pour des raisons jugées valables par les autorités douanières, celles-ci devraient permettre que le déchargement soit effectué en dehors des emplacements autorisés à cet effet, les frais qui en résultent pouvant être mis à la charge de la personne intéressée.

Note

Les marchandises peuvent être déchargées, selon les circonstances, dans les locaux de la personne intéressée, dans des locaux dotés du matériel nécessaire ou en tout lieu situé dans la zone de surveillance douanière.

Commencement du déchargement

19. Pratique recommandée

Le commencement du déchargement devrait être autorisé dès que

possible après l'arrivée du moyen de transport au lieu de déchargement.

20. Pratique recommandée

A la demande de la personne intéressée, et pour des raisons jugées valables par les autorités douanières, celles-ci devraient, dans la mesure où les circonstances administratives le permettent, autoriser le déchargement en dehors des jours et heures d'ouverture du bureau de douane, les frais qui en résultent pouvant être mis à la charge de la personne intéressée.

Marchandises endommagées, détruites ou perdues

21. Norme

Selon le cas, l'exonération totale ou partielle des droits et taxes à l'importation est accordée pour les marchandises endommagées, détruites ou irrémédiablement perdues par suite d'accident ou de force majeure au cours de l'accomplissement des formalités douanières antérieures au dépôt de la déclaration de marchandises, à condition que les faits soient dûment établis à la satisfaction des autorités douanières.

Note

A la demande de la personne intéressée, les parties résiduelles des marchandises visées par la présente norme peuvent être:

(a) mises à la consommation dans l'état où elles se trouvent, comme si elles avaient été importées dans cet état,

(b) réexportées,

(c) traitées de manière à leur ôter toute valeur commerciale, sous le contrôle de la douane et sans frais pour le Trésor public, ou

(d) avec l'accord des autorités douanières, abandonnées, sans frais, au profit du Trésor public.

Responsabilité du paiement des droits et taxes à l'importation

22. Norme

La législation nationale précise la ou les personnes responsables du paiement des droits et taxes à l'importation exigibles sur les marchandises introduites sur le territoire douanier qui n'ont pas été présentées à la douane conformément aux conditions et aux formalités à observer avant le dépôt de la déclaration de marchandises.

Renseignements concernant les formalités douanières antérieures au dépôt de la déclaration de marchandises

23. Norme

Les autorités douanières font en sorte que toute personne intéressée puisse se procurer sans difficulté, tous renseignements utiles au sujet des formalités douanières antérieures au dépôt de la déclaration de marchandises.

ΔΙΕΘΝΗΣ ΣΥΜΒΑΣΗ ΓΙΑ ΤΗΝ ΑΠΛΟΥΣΤΕΥΣΗ ΚΑΙ ΕΝΑΡΜΟΝΙΣΗ ΤΩΝ ΤΕΛΩΝΕΙΑΚΩΝ ΚΑΘΕΣΤΩΤΩΝ

ΠΡΟΟΙΜΙΟ

ΤΑ ΣΥΜΒΑΛΛΟΜΕΝΑ ΜΕΡΗ στην παρούσα σύμβαση, που καταρτίσθηκε υπό την αιγίδα του Συμβουλίου Τελωνειακής Συνεργασίας, ΔΙΑΠΙΣΤΩΝΟΝΤΑΣ, ότι οι διαφορές μεταξύ των τελωνειακών καθεστώτων των χωρών, είναι τέτοιας φύσης ώστε να παρεμποδίζουν τις διεθνείς ανταλλαγές,

ΘΕΩΡΩΝΤΑΣ, ότι η προώθηση αυτών των ανταλλαγών και της διεθνούς συνεργασίας είναι προς το συμφέρον όλων των χωρών.

ΘΕΩΡΩΝΤΑΣ, ότι η απλούστευση και η εναρμόνιση των τελωνειακών τους καθεστώτων δύνανται να συμβάλλουν κατά τρόπον αποτελεσματικό στην ανάπτυξη του διεθνούς εμπορίου, καθώς επίσης και άλλων μορφών διεθνών ανταλλαγών.

ΠΕΠΕΙΣΜΕΝΑ, ότι ένα διεθνές νομικό κείμενο που περιέχει διατάξεις, τις οποίες οι χώρες αναλαμβάνουν την υποχρέωση να εφαρμόσουν αμέσως μόλις έχουν τη δυνατότητα δι' αυτό, θα επέτρεπε την προοδευτική επίτευξη απλούστευσης και εναρμόνισης των τελωνειακών καθεστώτων σε υψηλό βαθμό, πράγμα που συνιστά έναν από τους κύριους σκοπούς του Συμβουλίου Τελωνειακής Συνεργασίας, ΣΥΜΦΩΝΗΣΑΝ ΤΑ ΑΚΟΛΟΥΘΑ:

ΚΕΦΑΛΑΙΟ Ι

Ορισμοί

Άρθρο 1.

Για την εφαρμογή της παρούσας σύμβασης:

α) με τον όρο «Συμβούλιο» νοείται ο οργανισμός που συστήθηκε με την ιδρυτική σύμβαση του Συμβουλίου Τελωνειακής Συνεργασίας, που συνάφθηκε στις Βρυξέλλες, στις 15 Δεκεμβρίου 1950·

β) με τον όρο «Μόνιμη Τεχνική Επιτροπή» νοείται η Μόνιμη Τεχνική Επιτροπή του Συμβουλίου·

γ) με τον όρο «επικύρωση» νοείται η κυρίως επικύρωση, η αποδοχή ή η έγκριση.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ ΙΙ

Περί εφαρμογής της σύμβασης και δομή των παραρτημάτων

Άρθρο 2.

Κάθε συμβαλλόμενο μέρος αναλαμβάνει την υποχρέωση να προωθήσει την απλούστευση και εναρμόνιση των τελωνειακών καθεστώτων, και γι' αυτό το σκοπό να συμμορφώνεται υπό τους όρους που καθιερώνονται μετην παρούσα σύμβαση, προς τους κανόνες και τις συνιστώμενες πρακτικές που αποτελούν το αντικείμενο των παραρτημάτων της παρούσας σύμβασης.

Παρ' όλα αυτά, κάθε συμβαλλόμενο μέρος έχει την ευχέρεια να παρέχει μεγαλύτερες διευκολύνσεις απ' αυτές που προβλέπονται από τη σύμβαση, συνιστάται δεσεκάθε συμβαλλόμενο μέρος να παρέχει τέτοιες διευκολύνσεις στο μεγαλύτερο δυνατό βαθμό.

Άρθρο 3.

Οι διατάξεις της παρούσας σύμβασης δεν εμποδίζουν την εφαρμογή απαγορεύσεων και περιορισμών που προκύπτουν από την εθνική νομοθεσία.

Άρθρο 4.

Κάθε παράρτημα της παρούσας σύμβασης συνίσταται κατ' αρχήν από:

α) εισαγωγή, που συνοψίζει τα διάφορα θέματα τα οποία πραγματεύεται το παράρτημα·

β) ορισμούς των κυρίων τελωνειακών όρων που χρησιμοποιούνται στο εν λόγω παράρτημα.

γ) κανόνες που αποτελούν διατάξεις, των οποίων ηγενική εφαρμογή κρίνεται αναγκαία για την επίτευξη της εναρμόνισης των τελωνειακών καθεστώτων και της απλούστευσής τους·

δ) συνιστώμενες πρακτικές, που αποτελούν διατάξεις οι οποίες αναγνωρίζεται ότι συμβάλλουν στην πρόοδο προς την εναρμόνιση και απλούστευση των τελωνειακών καθεστώτων και των οποίων η κατά το δυνατόν γενική εφαρμογή κρίνεται επιθυμητή·

ε) σημειώσεις, που αποβλέπουν στην υπόδειξη ορισμένων δυνατών τρόπων ενεργείας που δύνανται να λαμβάνονται υπόψη για την εφαρμογή του αντίστοιχου κανόνα ή συνιστώμενης πρακτικής.

Άρθρο 5.

1. Κάθε συμβαλλόμενο μέρος, που αποδέχεται ένα παράρτημα, θεωρείται ότι αποδέχεται όλους τους κανόνες και τις συνιστώμενες πρακτικές που περιλαμβάνονται σ' αυτό το παράρτημα, εκτός εάν γνωστοποιήσει στο γενικό γραμματέα του Συμβουλίου, κατά το χρόνο αποδοχής του εν λόγω παραρτήματος ή αργότερα, τον κανόνα ή τους κανόνες και τις συνιστώμενες πρακτικές επί των οποίων διατυπώνει επιφυλάξεις, επισημαίνοντας τις υπάρχουσες διαφορές μεταξύ των διατάξεων της εθνικής του νομοθεσίας και εκείνων των κανόνων και συνιστωμένων πρακτικών που αναφέρονται στη σύμβαση. Κάθε συμβαλλόμενο μέρος που διατύπωσε επιφυλάξεις δύναται, πάντοτε να τις άρει, εν όλω ή εν μέρει, με γνωστοποίηση προς το γενικό γραμματέα, καθορίζοντας την ημερομηνία κατά την οποία αίρονται αυτές οι επιφυλάξεις.

2. Κάθε συμβαλλόμενο μέρος, που δεσμεύεται από ένα παράρτημα, εξετάζει, τουλάχιστον κάθε τριετία, τους κανόνες και τις συνιστώμενες πρακτικές που περιλαμβάνονται στο παράρτημα αυτό και επί των οποίων διετύπωσε επιφυλάξεις, τις συγκρίνει με τις διατάξεις της εθνικής του νομοθεσίας και γνωστοποιεί προς το γενικό γραμματέα του Συμβουλίου τα αποτελέσματα αυτής της εξέτασης.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ ΙΙΙ

Ρόλος του Συμβουλίου και της Μόνιμης Τεχνικής Επιτροπής

Άρθρο 6.

1. Το Συμβούλιο εποπτεύει στο πλαίσιο της παρούσας σύμβασης τη διαχείριση και εξέλιξή της. Αποφασίζει ιδίως για την ενσωμάτωση νέων παραρτημάτων σ' αυτή.

2. Γι' αυτό το σκοπό, η Μόνιμη Τεχνική Επιτροπή ασκεί, με την εποπτεία του Συμβουλίου και σύμφωνα με τις οδηγίες του, τις ακόλουθες λειτουργίες:

α) κατάρτισης νέων παραρτημάτων και πρότασης για την υιοθέτησή τους προς το Συμβούλιο, για να ενσωματωθούν στη σύμβαση·

β) πρότασης προς το Συμβούλιο τροποποιητικών σχεδίων της παρούσας σύμβασης ή των παραρτημάτων, που κρίνει αναγκαία και ιδίως σχεδίων που αποσκοπούν στην τροποποίηση του κειμένου των κανόνων και των συνιστωμένων πρακτικών ή τη μετατροπή των συνιστωμένων πρακτικών σε κανόνες·

γ) παροχής γνωμοδότησης πάνω σεκάθε θέμα που αφορά εφαρμογή της σύμβασης·

δ) εκπλήρωσης καθηκόντων που ενδεχομένως αναθέτει σ' αυτή το Συμβούλιο, όσον αφορά τις διατάξεις της σύμβασης.

Άρθρο 7.

Από άποψη ψηφοφορίας στο πλαίσιο του Συμβουλίου και της Μόνιμης Τεχνικής Επιτροπής, κάθε παράρτημα θεωρείται ότι αποτελεί ιδιαίτερη σύμβαση.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ IV

Διάφορες διατάξεις

Άρθρο 8.

Για την εφαρμογή της παρούσας σύμβασης, το παράρτημα ή τα παραρτήματα που ισχύουν για ένα συμβαλλόμενο μέρος αποτελούν αναπόσπαστο μέρος της σύμβασης. Όσον αφορά το εν λόγω συμβαλλόμενο μέρος, κάθε αναφορά στη σύμβαση εφαρμόζεται επίσης και στο παράρτημα ή τα παραρτήματα αυτά.

Άρθρο 9.

Τα συμβαλλόμενα μέρη που συγκροτούν τελωνειακή ή οικονομική ένωση μπορούν να γνωστοποιούν στο γενικό γραμματέα του Συμβουλίου ότι για την εφαρμογή ενός συγκεκριμένου παραρτήματος της παρούσας σύμβασης τα εδάφη τους θα θεωρούνται σαν ενιαίο έδαφος. Σ' όλες τις περιπτώσεις που, μετά από μια τέτοια γνωστοποίηση, υπάρχουν διαφορές μεταξύ των διατάξεων αυτού του παραρτήματος και εκείνων της νομοθεσίας που εφαρμόζεται στα εδάφη των συμβαλλομένων μερών, τα ενδιαφερόμενα κράτη διατυπώνουν κατ' εφαρμογή του άρθρου 5 της παρούσας σύμβασης, επιφύλαξη ως προς το σχετικό κανόνα ή την εν λόγω συνιστωμένη πρακτική.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ V

Τελικές διατάξεις

Άρθρο 10.

1. Κάθε διαφορά μεταξύ δύο ή περισσοτέρων συμβαλλομένων μερών για την ερμηνεία ή την εφαρμογή της παρούσας σύμβασης διευθετείται, κατά το δυνατόν, με απευθείας διαπραγματεύσεις μεταξύ των εν λόγω μερών.

2. Κάθε διαφορά που δε διευθετήθηκε με απευθείας διαπραγματεύσεις φέρεται από τα μέρη που έχουν τη διαφορά στη Μόνιμη Τεχνική Επιτροπή, που την εξετάζει και προβαίνει σε συστάσεις με σκοπό τη διευθέτησή της.

3. Εάν η Μόνιμη Τεχνική Επιτροπή αδυνατεί να διευθετήσει τη διαφορά, τη φέρει στο Συμβούλιο, το οποίο προβαίνει σε συστάσεις, σύμφωνα με το άρθρο III ε. της σύμβασης της ιδρυτικής του Συμβουλίου.

4. Τα μέρη που έχουν τη διαφορά δύνανται να συμφωνήσουν εκ των προτέρων ότι θα αποδεχθούν τις συστάσεις της Μόνιμης Τεχνικής Επιτροπής ή του Συμβουλίου.

Άρθρο 11.

1. Κάθε Κράτος Μέλος του Συμβουλίου και κάθε Κράτος Μέλος του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών ή των εξειδικευμένων οργάνων του δύναται να γίνει συμβαλλόμενο μέρος στην παρούσα σύμβαση:

α) υπογράφοντας την χωρίς επιφύλαξη επικύρωσης·

β) καταθέτοντας έγγραφο επικύρωσης, εφόσον την υπέγραψε με την επιφύλαξη της επικύρωσης ή

γ) προσχωρώντας σ' αυτήν.

2. Η παρούσα σύμβαση θα παραμείνει ανοικτή προς υπογραφή από τα κράτη που αναφέρονται στην παράγραφο 1 του παρόντος άρθρου μέχρι τις 30 Ιουνίου 1974 στην έδρα του Συμβουλίου στις Βρυξέλλες. Μετά από αυτή την ημερομηνία θα παραμείνει ανοικτή για την προσχώρησή τους.

3. Κάθε κράτος που δεν είναι μέλος των οργανισμών που αναφέρονται στην παράγραφο 1 του παρόντος άρθρου, προς το οποίο ο γενικός γραμματέας του Συμβουλίου απευθύνει, μετά από αίτηση του Συμβουλίου, πρόσκληση γι' αυτό το σκοπό, δύναται να καταστεί συμβαλλόμενο μέρος στην παρούσα σύμβαση προσχωρόντας σ' αυτή μετά τη θέση της σε ισχύ.

4. Κάθε ένα από τα κράτη που αναφέρονται στις παραγράφους 1 ή 3 του παρόντος άρθρου καθορίζει, κατά το χρόνο της υπογραφής ή επικύρωσης της παρούσας σύμβασης ή της προσχώρησης σ' αυτή, το παράρτημα ή τα παραρτήματα που αποδέχεται, υπό την προϋπόθεση ότι αποδέχεται τουλάχιστον ένα παράρτημα ή τα παραρτήματα. Δύναται να γνωστοποιήσει αργότερα στο γενικό γραμματέα του Συμβουλίου ότι αποδέχεται ένα ή περισσότερα άλλα παραρτήματα.

5. Τα έγγραφα επικύρωσης ή προσχώρησης κατατίθενται στο γενικό γραμματέα του Συμβουλίου.

6. Κάθε νέο παράρτημα, του οποίου την ενσωμάτωση αποφασίζει το Συμβούλιο στην παρούσα σύμβαση, κοινοποιείται από το γενικό γραμματέα του Συμβουλίου στα συμβαλλόμενα μέρη της παρούσας σύμβασης, στα άλλα κράτη που υπέγραψαν τη σύμβαση, στα Κράτη Μέλη του Συμβουλίου που δεν είναι συμβαλλόμενα μέρη στην παρούσα σύμβαση και στο γενικό γραμματέα του Οργανισμού των Ηνωμένων Εθνών. Τα συμβαλλόμενα μέρη που αποδέχονται το νέο αυτό παράρτημα προβαίνουν σε σχετική γνωστοποίηση στο γενικό γραμματέα του συμβουλίου σύμφωνα με την παράγραφο 4 του παρόντος άρθρου.

7. Οι διατάξεις της παραγράφου 1 του παρόντος άρθρου εφαρμόζονται επίσης και προκειμένου περί των τελωνειακών ή οικονομικών ενώσεων που αναφέρονται στο άρθρο 9 της παρούσας σύμβασης, στο μέτρο που οι υποχρεώσεις που απορρέουν από τις ιδρυτικές συμφωνίες των εν λόγω τελωνειακών ή οικονομικών ενώσεων επιβάλλουν στα αρμόδιά τους όργανα να συμβάλλονται επ' ονόματί τους. Αυτά τα όργανα όμως δε διαθέτουν δικαίωμα ψήφου.

Άρθρο 12.

1. Η παρούσα σύμβαση αρχίζει να ισχύει τρεις μήνες μετά την υπογραφή της εκ μέρους πέντε από τα κράτη που αναφέρονται στην παράγραφο 1 του ανωτέρω άρθρου 11, χωρίς επιφύλαξη επικύρωσης ή την κατάθεση από αυτά του εγγράφου επικύρωσης ή προσχώρησης.

2. Απέναντι σε κάθε κράτος που υπογράφει την παρούσα σύμβαση χωρίς επιφύλαξη επικύρωσης ή επικυρώνει ή προσχωρεί σ' αυτήν, μετά την εκ μέρους πέντε κρατών υπογραφή της σύμβασης χωρίς επιφύλαξη επικύρωσης ή την κατάθεση του εγγράφου επικύρωσης ή προσχώρησης, η σύμβαση αρχίζει να ισχύει τρεις μήνες μετά την υπογραφή της από το εν λόγω κράτος χωρίς επιφύλαξη επικύρωσης ή την κατάθεση του εγγράφου επικύρωσης ή προσχώρησης.

3. Κάθε παράρτημα της παρούσας σύμβασης αρχίζει να ισχύει τρεις μήνες μετά την αποδοχή του από πέντε συμβαλλόμενα μέρη.

4. Απέναντι σε κάθε κράτος που αποδέχεται παράρτημα μετά την αποδοχή του από πέντε κράτη, το εν λόγω παράρτημα αρχίζει να ισχύει τρεις μήνες μετά τη γνωστοποίηση περί αποδοχής του από το Κράτος αυτό.

Άρθρο 13.

1. Κάθε κράτος δύναται, είτε κατά το χρόνο της υπογραφής χωρίς επιφύλαξη επικύρωσης, της επικύρωσης ή της προσχώρησης είτε αργότερα, να γνωστοποιεί στο γενικό γραμματέα του Συμβουλίου ότι η παρούσα σύμβαση επεκτείνεται στο σύνολο ή σ' ορισμένα από τα εδάφη, οι διεθνείς σχέσεις των οποίων έχουν τεθεί υπό την ευθύνη αυτού του κράτους. Η εν λόγω γνωστοποίηση τίθεται σε ισχύ τρεις μήνες μετά την ημερομηνία παραλαβής της από το γενικό γραμματέα. Εν τούτοις, η σύμβαση δε δύναται να εφαρμοστεί στα εδάφη που καθορίζονται στη γνωστοποίηση πριν να τεθεί σε ισχύ από το ενδιαφερόμενο κράτος.

2. Κάθε κράτος που γνωστοποίησε, κατ' εφαρμογήν της παραγράφου 1 του παρόντος άρθρου, ότι η παρούσα σύμβαση επεκτείνεται σε έδαφος του οποίου οι διεθνείς σχέσεις έχουν τεθεί υπό την ευθύνη του, δύναται να γνωστοποιεί στο γενικό γραμματέα του Συμβουλίου, κατά τους όρους που προβλέπονται στο άρθρο 14 της παρούσας σύμβασης, ότι το εν λόγω έδαφος θα παύσει να εφαρμόζει τη σύμβαση.

Άρθρο 14.

1. Η παρούσα σύμβαση συνομολογείται για απεριόριστη διάρκεια. Εν τούτοις, κάθε συμβαλλόμενο μέρος δύναται να την καταγγείλει σε οποιοδήποτε χρόνο μετά την ημερομηνία θέσης της σε ισχύ, όπως αυτή καθορίζεται στο άρθρο 12 της παρούσας σύμβασης.

2. Η καταγγελία γνωστοποιείται με έγγραφο που κατατίθεται στο γενικό γραμματέα του Συμβουλίου.

3. Η καταγγελία φέρει αποτελέσματα έξι μήνες μετά την παραλαβή του εγγράφου της καταγγελίας από το γενικό γραμματέα του Συμβουλίου.

4. Οι διατάξεις των παραγράφων 2 και 3 του παρόντος άρθρου εφαρμόζονται επίσης και καθ' όσον αφορά τα παραρτήματα της σύμβασης, κάθε δε συμβαλλόμενο μέρος δύναται, σ' οποιοδήποτε χρόνο μετά την ημερομηνία θέσης τους σε ισχύ όπως αυτή καθορίζεται στο άρθρου 12.

να ανακαλεί την αποδοχή ενός ή περισσοτέρων παραρτημάτων. Συμβαλλόμενο μέρος που ανακαλεί την αποδοχή όλων των παραρτημάτων θεωρείται ότι καταγγέλει τη σύμβαση.

Άρθρο 15.

1. Το Συμβούλιο δύναται να συνιστά τροποποιήσεις της παρούσας σύμβασης. Κάθε συμβαλλόμενο μέρος στην παρούσα σύμβαση καλείται από το γενικό γραμματέα του Συμβουλίου να συμμετάσχει στη συζήτηση για κάθε πρόταση που αποβλέπει στην τροποποίηση της παρούσας σύμβασης.

2. Το κείμενο κάθε τροποποίησης που προτείνεται με τον τρόπο αυτό ανακοινώνεται από το γενικό γραμματέα του Συμβουλίου προς τα συμβαλλόμενα μέρη της παρούσας σύμβασης, προς τα άλλα υπογράψαντα κράτη και προς τα Κράτη Μέλη του Συμβουλίου που δεν είναι συμβαλλόμενα μέρη στην παρούσα σύμβαση.

3. Μέσα σε προθεσμία έξι μηνών, από την ημερομηνία ανακοίνωσης της συνιστώμενης τροποποίησης, κάθε συμβαλλόμενο μέρος ή, εφ' όσον πρόκειται για τροποποίηση που αφορά παράρτημα που ισχύει, κάθε συμβαλλόμενο μέρος που δεσμεύεται με αυτό το παράρτημα, δύναται να γνωστοποιεί στο γενικό γραμματέα του Συμβουλίου:

α) είτε ότι έχει αντίρρηση στη συνιστώμενη τροποποίηση,

β) είτε ότι, αν και προτίθεται να αποδεχθεί τη συνιστώμενη τροποποίηση, οι αναγκαίες προϋποθέσεις για την αποδοχή της δεν έχουν ακόμη πληρωθεί στη χώρα του.

4. Εφ' όσον συμβαλλόμενο μέρος που απηύθυνε την ανακοίνωση που προβλέπεται στην παράγραφο 3 περίπτωση β' του παρόντος άρθρου δεν έχει γνωστοποιήσει την αποδοχή του στο γενικό γραμματέα του Συμβουλίου, δύναται να προβάλει αντίρρηση στη συνιστώμενη τροποποίηση που προτείνεται μέσα σε προθεσμία εννέα μηνών, που αρχίζει από τη λήξη της προθεσμίας των έξι μηνών που προβλέπεται στην παράγραφο 3 του παρόντος άρθρου.

5. Εάν η αντίρρηση σε συνιστώμενη τροποποίηση διατυπώνεται σύμφωνα με τους όρους που προβλέπονται στις παραγράφους 3 και 4 του παρόντος άρθρου, η τροποποίηση θεωρείται ότι δεν έγινε αποδεκτή και παραμένει χωρίς αποτέλεσμα.

6. Εάν δε διατυπωθεί αντίρρηση στη συνιστώμενη τροποποίηση, που προτείνεται σύμφωνα με τους όρους που προβλέπονται στις παραγράφους 3 και 4 του παρόντος άρθρου, η τροποποίηση θεωρείται ότι έγινε αποδεκτή κατά τις ακόλουθες ημερομηνίες:

α) εφ' όσον συμβαλλόμενο μέρος δεν απηύθυνε ανακοίνωση κατ' εφαρμογή της παραγράφου 3(β) του παρόντος άρθρου, κατά τη λήξη της εξαμήνου προθεσμίας που αναφέρεται στην παράγραφο 3·

β) εφ' όσον ένα ή περισσότερα συμβαλλόμενα μέρη απηύθυναν γνωστοποίηση κατ' εφαρμογή της παραγράφου 3(β) του παρόντος άρθρου, κατά την πλησιέστερη των ακολούθων δύο ημερομηνιών:

I) την ημερομηνία κατά την οποία όλα τα συμβαλλόμενα μέρη που απηύθυναν τέτοια ανακοίνωση γνωστοποίησαν στο γενικό γραμματέα του Συμβουλίου την αποδοχή της εκ μέρους τους συνιστώμενης τροποποίησης, αυτή δε η ημερομηνία μετατίθεται πάντως στο χρόνο εκπνοής της εξαμήνου προθεσμίας που αναφέρεται στην παράγραφο 3 του παρόντος άρθρου εάν όλες οι αποδοχές γνωστοποιήθηκαν πριν από τη λήξη αυτή,

II) την ημερομηνία εκπνοής της εννεαμήνου προθεσμίας που αναφέρεται στην παράγραφο 4 του παρόντος άρθρου.

7. Κάθε τροποποίηση που θεωρείται ότι έγινε αποδεκτή, αρχίζει να ισχύει είτε έξι μήνες μετά την ημερομηνία κατά την οποία θεωρήθηκε ότι έγινε αποδεκτή, είτε, σε περίπτωση κατά την οποία η συνιστώμενη τροποποίηση συνδυάζεται με διαφορετική προθεσμία θέσης σε ισχύ, κατά την εκπνοή της προθεσμίας αυτής που αρχίζει μετά την ημερομηνία κατά την οποία θεωρήθηκε ότι έγινε αποδεκτή.

8. Ο γενικός γραμματέας του Συμβουλίου γνωστοποιεί το ταχύτερο δυνατό στα συμβαλλόμενα μέρη της παρούσας σύμβασης και στα άλλα υπογράψαντα κράτη κάθε αντίρρηση στη συνιστώμενη τροποποίηση που διατυπώνεται σύμφωνα με την παράγραφο 3(α) του παρόντος άρθρου καθώς και κάθε ανακοίνωση που απευθύνεται σύμφωνα με την παράγραφο 3(β). Πληροφορεί στη συνέχεια τα συμβαλλόμενα μέρη και τα άλλη υπογράψαντα Κράτη, εάν το ή τα συμβαλλόμενα μέρη που απηύθυναν τέτοια ανακοίνωση προβάλλουν αντίρρηση κατά της συνιστώμενης τροποποίησης ή την αποδέχονται.

Άρθρο 16.

1. Ανεξάρτητα από τη διαδικασία τροποποίησης που προβλέπεται στο άρθρο 15 της παρούσας σύμβασης, κάθε παράρτημα με την εξαίρεση των ορισμών που περιλαμβάνει, επιτρέπεται να τροποποιείται με απόφαση του Συμβουλίου. Κάθε συμβαλλόμενο μέρος στην παρούσα σύμβαση καλείται από το γενικό γραμματέα του Συμβουλίου να μετέχει στη συζήτηση για κάθε πρόταση που αποβλέπει στην τροποποίηση ενός παραρτήματος. Το κείμενο κάθε τροποποίησης που αποφασίζεται με τον τρόπο αυτό ανακοινώνεται από το γενικό γραμματέα του Συμβουλίου προς τα συμβαλλόμενα μέρη της παρούσας σύμβασης, στα άλλα κράτη που υπέγραψαν και στα Κράτη Μέλη του Συμβουλίου που δεν είναι συμβαλλόμενα μέρη στην παρούσα σύμβαση.

2. Οι τροποποιήσεις που αποτέλεσαν το αντικείμενο απόφασης, κατ' εφαρμογή της παραγράφου 1 του παρόντος άρθρου, αρχίζουν να ισχύουν έξι μήνες μετά την ανακοίνωση που έκανε γι' αυτές ο γενικός γραμματέας του Συμβουλίου. Κάθε συμβαλλόμενο μέρος που δεσμεύεται από το παράρτημα, που αποτελεί το αντικείμενο τέτοιων τροποποιήσεων, θεωρείται ότι αποδέχεται αυτές τις τροποποιήσεις, εκτός αν διατυπώσει επιφυλάξεις κατά τους όρους που προβλέπονται στο άρθρο 5 της παρούσας σύμβασης.

Άρθρο 17.

1. Κάθε κράτος που επικυρώνει την παρούσα σύμβαση ή προσχωρεί σ' αυτή θεωρείται ότι αποδέχεται τις τροποποιήσεις που άρχισαν να ισχύουν κατά την ημερομηνία κατάθεσης του εγγράφου επικύρωσης ή προσχώρησής του.

2. Κράτη που αποδέχεται ένα παράρτημα θεωρείται ότι αποδέχεται τις τροποποιήσεις στο παράρτημα αυτό που άρχισαν να ισχύουν κατά την ημερομηνία γνωστοποίησης της αποδοχής του στο γενικό γραμματέα του Συμβουλίου, εκτός αν διατυπώσει επιφυλάξεις σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 5 της παρούσας σύμβασης.

Άρθρο 18.

Ο γενικός γραμματέας του Συμβουλίου γνωστοποιεί στα συμβαλλόμενα μέρη της παρούσας σύμβασης, στα άλλα κράτη που υπέγραψαν, στα Κράτη Μέλη του Συμβουλίου που δεν είναι συμβαλλόμενα μέρη στην παρούσα σύμβαση και προς το γενικό γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών:

α) τις υπογραφές, επικυρώσεις και προσχωρήσεις που προβλέπονται στο άρθρο 11 της παρούσας σύμβασης·

β) την ημερομηνία κατά την οποία η παρούσα σύμβαση και κάθε παράρτημα της αρχίζουν να ισχύουν σύμφωνα με το άρθρο 12.

γ) τις γνωστοποιήσεις που περιέχονται σύμφωνα με τα άρθρα 9 και 13·

δ) τις γνωστοποιήσεις και ανακοινώσεις που περιέρχονται σύμφωνα με τα άρθρα 5, 16 και 17·

ε) τις καταγγελίες που περιέρχονται σύμφωνα με το άρθρο 14·

στ) τις τροποποιήσεις που θεωρούνται ότι έγιναν αποδεκτές σύμφωνα με το άρθρο 15, καθώς και την ημερομηνία θέσης τους σε ισχύ·

ζ) τις τροποποιήσεις στα παραρτήματα που υιοθετούνται από το Συμβούλιο, σύμφωνα με το άρθρο 16, καθώς και την ημερομηνία θέσης τους σε ισχύ.

Άρθρο 19.

Σύμφωνα με το άρθρο 102 του Χάρτη των Ηνωμένων Εθνών, η παρούσα σύμβαση θα καταχωρηθεί στη Γραμματεία των Ηνωμένων Εθνών, με αίτηση του γενικού γραμματέα του Συμβουλίου.

Σε πίστωση του παρόντος, οι υπογεγραμμένοι, εξουσιοδοτημένοι δεόντως γι' αυτό, υπέγραψαν την παρούσα σύμβαση.

Έγινε στο ΚΥΟΤΟ, στις δεκαοχτώ Μαΐου του χίλια εννιακόσια εβδομήντα τρία, στη γαλλική και αγγλική γλώσσα, και των δύο κειμένων όντων αυθεντικών, σε ένα μόνο αντίτυπο, το οποίο θα κατατεθεί στο γενικό γραμματέα του Συμβουλίου, ο οποίος θα διαβιβάσει στο γενικό γραμματέα του Συμβουλίου, ο οποίος θα διαβιβάσει κυρωμένα ακριβή αντίγραφά του σ' όλα τα κράτη που αναφέρονται στην παράγραφο 1 του άρθρου 11 της παρούσας σύμβασης.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Α.1

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΠΕΡΙ ΤΩΝ ΤΕΛΩΝΕΙΑΚΩΝ ΔΙΑΤΥΠΩΣΕΩΝ ΠΟΥ ΠΡΟΗΓΟΥΝΤΑΙ ΤΗΣ ΚΑΤΑΘΕΣΗΣ ΤΗΣ ΔΙΑΣΑΦΗΣΗΣ ΕΜΠΟΡΕΥΜΑΤΩΝ

ΕΙΣΑΓΩΓΗ

Τα εμπορεύματα είναι δυνατό να εισαχθούν σε μία χώρα με πολύ διαφορετικούς τρόπους μεταφοράς. Για να προστατευθούν τα συμφέροντα του δημοσίου και να εξασφαλισθεί η τήρηση της εθνικής νομοθεσίας είναι αναγκαίο ο μεταφορέας που εισήγαγε τα εμπορεύματα στο τελωνειακό έδαφος να προσκομίζει, μόλις τούτο είναι δυνατό, στις τελωνειακές αρχές τα εμπορεύματα αυτά καθώς και το μέσο μεταφοράς με το

οποίο έχουν μεταφερθεί. Οι αναγκαίες διατάξεις για τον έλεγχο της εισόδου των εμπορευμάτων στο τελωνειακό έδαφος εξαρτώνται, κατά μέγα μέρος, από τη γεωγραφική θέση της αντίστοιχης χώρας καθώς και από άλλα στοιχεία, όπως οι κύριοι τρόποι μεταφοράς που χρησιμοποιούνται για την είσοδο των εμπορευμάτων σ' αυτή τη χώρα.

Σε πολυάριθμες περιπτώσεις το τελωνείο όπου πρέπει να προσκομισθούν τα εμπορεύματα και όπου πρέπει να κατατεθεί η διασάφηση εμπορευμάτων ευρίσκεται στο σημείο εισόδου των εμπορευμάτων στο τελωνειακό έδαφος. Εν τούτοις, είναι δυνατό να συμβεί να ευρίσκεται το τελωνείο αυτό σε ορισμένη απόσταση απ' αυτό το σημείο εισόδου. Στην περίπτωση αυτή είναι απαραίτητο οι τελωνειακές αρχές να είναι σε θέση να ελέγχουν τη μεταφορά των εμπορευμάτων μέχρι το τελωνείο όπου πρέπει να προσκομισθούν τα εμπορεύματα.

Τα συμφέροντα του τελωνείου δύναται να εξασφαλισθούν με κανονιστικές πράξεις που επιβάλλουν ορισμένες υποχρεώσεις στον μεταφορέα και φυσικής επιτήρησης που ασκείται από το τελωνείο προς τα εισερχόμενα στο τελωνειακό έδαφος μέσα μεταφοράς και εμπορεύματα.

Είναι σημαντικό να μειωθούν στο ελάχιστο τα μειονεκτήματα που τα μέτρα αυτά μπορούν να συνεπάγονται για το διεθνές εμπόριο. Κατά συνέπεια, όλες οι διατυπώσεις που πρέπει να τηρηθούν από τον μεταφορέα πρέπει να είναι όσο το δυνατό πιο απλές και κάθε ενδιαφερόμενο πρόσωπο πρέπει να δύναται να λαμβάνει χωρίς δυσκολία πληροφορίες ως προς αυτές.

Το παρόν παράρτημα δεν εφαρμόζεται στα εμπορεύματα που μεταφέρονται υπό τελωνειακό καθεστώς όπως π.χ. η διεθνής τελωνειακή διαμεταχόμιση, ούτε στα εμπορεύματα που μεταφέρονται ταχυδρομικώς ή στις αποσκευές των επιβατών, ούτε στα εμπορεύματα που τίθενται σε προσωρινή εναπόθεση. Δεν καλύπτει επίσης ορισμένες άλλες διατυπώσεις που είναι δυνατό να ισχύουν σε περίπτωση ειδικών τρόπων μεταφοράς, παραδείγματος χάρη την υποβολή δηλωτικού κατά την άφιξη του πλοίου.

ΟΡΙΣΜΟΙ

Για την εφαρμογή του παρόντος παραρτήματος νοούνται:

α) ως «τελωνειακές διατυπώσεις που προηγούνται της κατάθεσης διασάφησης των εμπορευμάτων»: το σύνολο των ενεργειών που πρέπει να πραγματοποιηθούν από το ενδιαφερόμενο πρόσωπο και από το τελωνείο από τη στιγμή εισόδου των εμπορευμάτων στο τελωνειακό έδαφος μέχρις ότου τεθούν υπό τελωνειακό καθεστώς.

Σημείωση:

Η προσωρινή εναπόθεση δύναται να θεωρηθεί ως τελωνειακό καθεστώς.

β) σαν «τελωνειακό έδαφος»: το έδαφος στο οποίο εφαρμόζονται πλήρως οι διατάξεις της τελωνειακής νομοθεσίας ενός κράτους·

γ) σαν «μεταφορέας»: το πρόσωπο που μεταφέρει πράγματι τα εμπορεύματα ή που έχει τη διακυβέρνηση ή την ευθύνη του μέσου μεταφοράς·

δ) σαν «δασμοί και φόροι εισαγωγής»: οι δασμοί και όλα τα λοιπά δικαιώματα, φόροι και τέλη, ή διάφορες επιβαρύνσεις που εισπράττονται κατά την εισαγωγή ή με την ευκαιρία της εισαγωγής των εμπορευμάτων, με εξαίρεση τα τέλη και επιβαρύνσεις των οποίων το ποσό περιορίζεται στο κατά προσέγγιση κόστος των παρεχομένων υπηρεσιών·

ε) σαν «διασάφηση εμπορευμάτων»: η πράξη που συντάσσεται σύμφωνα με τον τύπο που ορίζεται από το τελωνείο, με την οποία οι ενδιαφερόμενοι αναφέρουν το τελωνειακό καθεστώς στο οποίο θα υπαχθούν τα εμπορεύματα και ανακοινώνουν τα στοιχεία των οποίων τη δήλωση απαιτεί το τελωνείο για την εφαρμογή του καθεστώντος αυτού·

στ) σαν «τελωνειακός έλεγχος»: το σύνολο των μέτρων που λαμβάνονται για να εξασφαλισθεί η τήρηση των νόμων και κανονισμών με την εφαρμογή των οποίων είναι επιφορτισμένο το τελωνείο·

ζ) σαν «πρόσωπο»: τόσο το φυσικό πρόσωπο όσο και το νομικό πρόσωπο, εκτός εάν το κείμενο ορίζει διαφορετικά.

ΑΡΧΕΣ

1. Κανόνας

Οι τελωνειακές διατυπώσεις που προηγούνται της κατάθεσης της διασάφησης εμπορευμάτων ρυθμίζονται από τις διατάξεις του παρόντος παραρτήματος.

2. Κανόνας

Η εθνική νομοθεσία ορίζει τις προϋποθέσεις που πρέπει να πληρούνται και τις διατυπώσεις που πρέπει να τηρούνται ως προς τα εισερχόμενα στο τελωνειακό έδαφος εμπορεύματα.

3. Κανόνας

Όλα τα εισερχόμενα στο τελωνειακό έδαφος εμπορεύματα υποβάλλονται στον έλεγχο του τελωνείου, είτε υπόκεινται σε δασμούς και φορολογικές επιβαρύνσεις εισαγωγής είτε όχι.

4. Κανόνας

Οι τελωνειακές διατυπώσεις που προηγούνται της κατάθεσης της διασάφησης των εμπορευμάτων μειώνονται στο ελάχιστο αναγκαίο για να εξασφαλισθεί η τήρηση των νόμων και κανονισμών με την εφαρμογή των οποίων είναι επιφορτισμένο το τελωνείο.

5. Κανόνας

Οι τελωνειακές διατυπώσεις που προηγούνται της κατάθεσης της διασάφησης εμπορευμάτων εφαρμόζονται με τις ίδιες προϋποθέσεις, όποια και αν είναι η χώρα καταγωγής ή προέλευσης των εμπορευμάτων.

ΕΙΣΟΔΟΣ ΤΩΝ ΕΜΠΟΡΕΥΜΑΤΩΝ ΣΤΟ ΤΕΛΩΝΕΙΑΚΟ ΕΔΑΦΟΣ

Σημείο εισόδου στο τελωνειακό έδαφος

6. Κανόνας

Η εθνική νομοθεσία καθορίζει τα σημεία εισόδου των εμπορευμάτων στο τελωνειακό έδαφος. Για τον καθορισμό των σημείων αυτών λαμβάνονται υπόψη, ιδίως, οι ειδικές ανάγκες του εμπορίου, της βιομηχανίας και των μεταφορών.

Σημείωση:

Οι χώρες δύνανται να καθορίσουν για το σκοπό αυτό διαδρομές για τελωνειακή χρήση, δηλαδή οδούς, σιδηροδρομικές οδούς, πλωτές οδούς και άλλες οδούς μεταφοράς (αγωγούς με σωληνώσεις, κ.λπ.) που πρέπει να χρησιμοποιούνται για την εισαγωγή των εμπορευμάτων.

Υποχρεώσεις του μεταφορέα

7. Κανόνας

Η είσοδος εμπορευμάτων στο τελωνειακό έδαφος υποχρεώνει τον μεταφορέα να τα προσκομίσει κατευθείαν σε ένα τελωνείο ή σε άλλο σημείο, που ορίζονται από τις τελωνειακές αρχές, χωρίς να μεταβάλει την κατάσταση ή τη συσκευασία τους.

8. Κανόνας

Όταν η μεταφορά των εμπορευμάτων από το σημείο εισόδου τους στο τελωνειακό έδαφος μέχρι το τελωνείο ή άλλον τόπο, που έχουν ορισθεί, διακόπτεται συνεπεία ατυχήματος ή ανωτέρας βίας, ο μεταφορέας υποχρεούται να λαμβάνει όλα τα χρήσιμα μέτρα ώστε ν' αποφευχθεί να κυκλοφορούν τα εμπορεύματα υπό ανεπίτρεπτες συνθήκες και να πληροφορεί τις τελωνειακές αρχές ή τις άλλες αρμόδιες αρχές ως προς τη φύση του ατυχήματος ή τις άλλες περιστάσεις που διέκοψαν τη μεταφορά.

Τελωνειακός έλεγχος

9. Κανόνας

Ο τελωνειακός έλεγχος ως προς τα εισαγόμενα εμπορεύματα περιορίζεται στο ελάχιστο.

Σημειώσεις:

1. Ο τελωνειακός έλεγχος δύναται να περιλαμβάνει την έρευνα του μέσου μεταφοράς.

2. Οι τελωνειακές αρχές δύνανται να εξουσιοδοτηθούν για τη λήψη ειδικών μέτρων ελέγχου που εφαρμόζονται αποκλειστικώς σε καθοριζόμενες ζώνες, παραδείγματος χάρη στη συνοριακή ζώνη.

3. Γενικά δεν είναι αναγκαίο να λαμβάνονται μέτρα ελέγχου που να συνίστανται στην εκφόρτωση των εμπορευμάτων, στην επίθεση μολυβδοσφραγίδων ή σημείων διαπίστωσης της ταυτότητας επί του μέσου μεταφοράς ή των εμπορευμάτων, ή στη μεταφορά των εμπορευμάτων με συνοδεία τελωνειακού οργάνου. Εν τούτοις, όταν οι τελωνειακές αρχές κρίνουν απαραίτητα αυτά τα μέτρα ελέγχου, εφαρμόζουν το μέτρο που επισύρει τα λιγότερα μειονεκτήματα τόσο για το τελωνείο όσο και για τον μεταφορέα, και που ταυτόχρονα παρέχει επαρκή εγγύηση. Οι τελωνειακές σφραγίδες και τα σημεία διαπίστωσης της ταυτότητας που έχουν τεθεί από τις τελωνειακές αρχές άλλης χώρας γίνονται κανονικώς αποδεκτές, εκτός εάν φανούν ανεπαρκείς ή ότι δεν παρέχουν την επιθυμητή ασφάλεια.

ΠΡΟΣΚΟΜΙΣΗ ΤΩΝ ΕΜΠΟΡΕΥΜΑΤΩΝ ΣΤΟ ΤΕΛΩΝΕΙΟ

Έγγραφα

10. Συνιστώμενη πρακτική

Όταν το τελωνείο στο οποίο πρέπει να προσκομισθούν τα εμπορεύματα δεν ευρίσκεται στο σημείο εισόδου των εμπορευμάτων στο τελωνειακό έδαφος, δεν πρέπει να είναι υποχρεωτική η κατάθεση εγγράφων στις τελωνειακές αρχές του τόπου αυτού.

Σημείωση:

Οι τελωνειακές αρχές δύνανται ν' απαιτήσουν, για την εξασφάλιση της διαπίστωσης της ταυτότητας των εμπορευμάτων, την υποβολή εμπορικού εγγράφου, εγγράφου μεταφοράς ή άλλου εγγράφου που συνοδεύει τα εμπορεύματα.

11. Κανόνας

Όταν οι τελωνειακές αρχές απαιτούν έγγραφο για την προσκόμιση των εμπορευμάτων στο τελωνείο, δέχονται ότι το έγγραφο αυτό δεν θα περιέχει άλλες πληροφορίες παρά μόνο εκείνες που είναι αναγκαίες για να διαπιστωθεί η ταυτότητα των εμπορευμάτων και του μέσου μεταφοράς.

Σημείωση:

Οι πληροφορίες αυτές λαμβάνονται κανονικώς από εμπορικά έγγραφα και έγγραφα μεταφοράς των οποίων το περιεχόμενο δύναται να είναι διαφορετικό, ανάλογα με το συγκεκριμένο τρόπο μεταφοράς. Κατά γενικό κανόνα, οι τελωνειακές αρχές δεν απαιτούν άλλες πληροφορίες παρά μόνο τις περιγραφές των εμπορευμάτων, των δεμάτων (σημεία και αριθμοί, αριθμός και είδος, βάρος) και τη διαπίστωση της ταυτότητας των μέσων μεταφοράς.

Εν τούτοις, οι απαιτούμενες πληροφορίες δύνανται να περιορισθούν με διεθνή συμφωνία (τούτο συμβαίνει, παραδείγματος χάρη, στην περίπτωση των συμβαλλομένων μερών στο παράρτημα 9 της σύμβασης περί της Διεθνούς Πολιτικής Αεροπορίας ή της σύμβασης περί της διευκολύνσεως της διεθνούς ναυσιπλοΐας).

12. Συνιστώμενη πρακτική.

Όταν τα υποβαλλόμενα στο τελωνείο έγγραφα συντάσσονται σε μία γλώσσα της οποίας η χρησιμοποίηση δεν γίνεται δεκτή γι' αυτό το σκοπό ή σε μία γλώσσα που δεν είναι γλώσσα της χώρας εισόδου των εμπορευμάτων, οι τελωνειακές αρχές δεν πρέπει ν' απαιτούν συστηματικά μετάφραση των ενδείξεων που φέρουν τα έγγραφα αυτά.

Αρμοδιότητα και ημέρες και ώρες λειτουργίας των τελωνείων

13. Κανόνας

Οι τελωνειακές αρχές ορίζουν τα τελωνεία στα οποία δύνανται να προσκομισθούν τα εμπορεύματα. Καθορίζουν την αντίστοιχη αρμοδιότητα των τελωνείων αυτών και ορίζουν τις ημέρες και ώρες λειτουργίας τους, λαμβάνοντας υπόψη, ιδίως, τις ιδιαίτερες ανάγκες του εμπορίου, της βιομηχανίας και των μεταφορών.

Σημειώσεις:

1. Σε ορισμένες χώρες η αρμοδιότητα των τελωνείων καθορίζεται αφού ληφθούν υπόψη οι διαδρομές για τελωνειακή χρήση και η σπουδαιότητά τους.
2. Όταν είναι αναγκαίο, η αρμοδιότητα ορισμένων τελωνείων δύναται να περιορίζεται είτε σε ορισμένους τρόπους μεταφοράς είτε σε ορισμένες κατηγορίες εμορευμάτων, είτε ακόμη στα εμπορεύματα που προορίζονται για καθορισμένες περιοχές (παραδείγματος χάρη, για τη συνοριακή ζώνη ή μία βιομηχανική ζώνη).

14. Συνιστώμενη πρακτική

Όταν τα αντίστοιχα τελεωνεία ευρίσκονται σε κοινά σύνορα, οι τελωνειακές αρχές των δύο ενδιαφερομένων χωρών πρέπει να εναρμονίσουν τις ημέρες και τις ώρες λειτουργίας καθώς και την αρμοδιότητα των τελωνείων αυτών.

Σημείωση:

Σε ορισμένες περιπτώσεις καθιερώνεται στα κοινά σύνορα συνδυασμένος μηχανισμός ελέγχου, και τα τελωνεία των δύο χωρών εγκαθίστανται στο ίδιο μέρος και μερικές φορές και στο ίδιο κτίριο.

Άφιξη εκτός ωρών εργασίας

15. Κανόνας

Οι τελωνειακές αρχές καθορίζουν τα μέτρα που πρέπει να λαμβάνει ο μεταφορέας, σε περίπτωση άφιξης στο τελωνείο εκτός ωρών εργασίας, ώστε να αποφευχθεί να κυκλοφορούν τα εμπορεύματα υπό τη επιτρεπόμενες συνθήκες στο τελωνειακό έδαφος.

Σημείωση:

Στο μεταφορέα δύναται να επιβάλλεται η υποχρέωση της φύλαξης των εμπορευμάτων σε καθορισμένο χώρο που αποτελεί μέρος των εγκαταστάσεων του τελωνείου ή ευρίσκεται κοντά σ' αυτό.

16. Συνιστώμενη πρακτική

Με αίτηση του μεταφορέα και για λόγους που κρίνονται βάσιμοι από τις τελωνειακές αρχές, οι αρχές αυτές πρέπει, στο μέτρο του δυνατού, να επιτρέπουν ώστε οι τελωνειακές διατυπώσεις που προηγούνται της κατάθεσης της διασάφησης εμπορευμάτων να εκπληρώνονται εκτός ημερών και ωρών λειτουργίας του τελωνείου. Τα έξοδα δε που προκύπτουν δύνανται να χρεώνονται σε βάρος του μεταφορέα.

ΕΚΦΟΡΤΩΣΗ

Τόποι εκφόρτωσης

17. Κανόνας

Η εθνική νομοθεσία καθορίζει τους χώρους όπου επιτρέπεται η εκφόρτωση.

18. Συνιστώμενη πρακτική

Με αίτηση του ενδιαφερομένου προσώπου και για λόγους που κρίνονται βάσιμοι από τις τελωνειακές αρχές, οι αρχές αυτές πρέπει να επιτρέπουν τη διενέργεια της εκφόρτωσης και εκτός των χώρων που εγκρίνονται γι' αυτό το σκοπό. Τα δε έξοδα που προκύπτουν δύνανται να χρεώνονται στο ενδιαφερόμενο πρόσωπο.

Σημείωση:

Τα εμπορεύματα δύνανται να εκφορτώνονται, κατά τις περιστάσεις, στις εγκαταστάσεις του ενδιαφερομένου προσώπου σε χώρους εφοδιασμένους με το κατάλληλο υλικό ή σε κάθε τόπο που ευρίσκεται στη ζώνη τελωνειακής επιτήρησης.

Έναρξη της εκφόρτωσης

19. Συνιστώμενη πρακτική

Η έναρξη της εκφόρτωσης πρέπει να επιτρέπεται αμέσως μόλις τούτο είναι δυνατό μετά την άφιξη του μέσου μεταφοράς στον τόπο εκφόρτωσης.

20. Συνιστώμενη πρακτική

Με αίτηση του ενδιαφερομένου προσώπου και για λόγους που κρίνονται βάσιμοι από τις τελωνειακές αρχές, οι αρχές αυτές πρέπει, στο μέτρο που το επιτρέπουν οι διοικητικές συνθήκες, να δίδουν άδεια εκφόρτωσης εκτός των ημερών και ωρών λειτουργίας του τελωνείου. Τα έξοδα που προκύπουν δύνανται να χρεώνονται στο ενδιαφορόμενο πρόσωπο.

ΕΜΠΟΡΕΥΜΑΤΑ ΠΟΥ ΕΧΟΥΝ ΥΠΟΣΤΕΙ ΖΗΜΙΑ ΕΧΟΥΝ ΚΑΤΑΣΤΡΑΦΕΙ Ή ΕΧΟΥΝ ΑΠΟΛΕΣΘΕΙ

21. Κανόνας

Ανάλογα με την περίπτωση, χορηγείται ολική ή μερική απαλλαγή από τους δασμούς και φόρους εισαγωγής για τα εμπορεύματα που έχουν υποστεί ζημία, έχουν καταστραφεί ή έχουν απολεσθεί οριστικά, συνεπεία ατυχήματος ή ανωτέρας βίας, κατά τη διάρκεια της εκπλήρωσης των τελωνειακών διατυπώσεων που προηγούνται της κατάθεσης της διασάφησης εμπορευμάτων, με την προϋπόθεση ότι τα γεγονότα αποδεικνύονται δεόντως κατά τρόπο ικανοποιητικό για τις τελωνειακές αρχές.

Σημείωση:

Με αίτηση του ενδιαφερομένου προσώπου τα εναπομένοντα μέρη των εμπορευμάτων που προβλέπονται στον παρόντα κανόνα δύνανται:

α) να τίθενται σε ανάλωση στην κατάσταση που ευρίσκονται, ως αν είχαν εισαχθεί στην κατάσταση αυτή·

β) να επανεξάγονται·

γ) να υφίστανται μεταχείριση, που τους αφαιρεί οποιαδήποτε εμπορική αξία, υπό τον έλεγχο του τελωνείου και χωρίς δαπάνη του δημοσίου· ή

δ) με τη συναίνεση των τελωνειακών αρχών να εγκαταλείπονται, χωρίς έξοδα, υπέρ του δημοσίου.

ΥΠΟΧΡΕΩΣΗ ΠΛΗΡΩΜΗΣ ΤΩΝ ΔΑΣΜΩΝ ΚΑΙ ΦΟΡΩΝ ΕΙΣΑΓΩΓΗΣ

22. Κανόνας

Η εθνική νομοθεσία καθορίζει το ή τα υπόχρεα πρόσωπα για την καταβολή των δασμών και φόρων εισαγωγής που απαιτούνται για τα εισερχόμενα στο τελωνειακό έδαφος εμπορεύματα, τα οποία δεν προσκομίσθηκαν στο τελωνείο σύμφωνα με τις προϋποθέσεις και τις διατυπώσεις που πρέπει να τηρούνται πριν από την κατάθεση της διασάφησης εμπορευμάτων.

ΠΛΗΡΟΦΟΡΙΕΣ ΣΧΕΤΙΚΑ ΜΕ ΤΙΣ ΤΕΛΩΝΕΙΑΚΕΣ ΔΙΑΤΥΠΩΣΕΙΣ ΠΟΥ ΠΡΟΗΓΟΥΝΤΑΙ ΤΗΣ ΚΑΤΑΘΕΣΗΣ ΤΗΣ ΔΙΑΣΑΦΗΣΗΣ ΕΜΠΟΡΕΥΜΑΤΩΝ

23. Κανόνας

Οι τελωνειακές αρχές ενεργούν κατά τρόπο, ώστε κάθε ενδιαφερόμενο πρόσωπο να δύναται να λαμβάνει, χωρίς δυσκολία κάθε χρήσιμη πληροφορία σχετικά με τις τελωνειακές διατυπώσεις που προηγούνται της κατάθεσης της διασάφησης.

Άρθρο δεύτερο

Ο Υπουργός Οικονομικών εξουσιοδοτείται με τον παρόντα νόμο να προβαίνει με αποφάσεις του σε διόρθωση μεταφραστικών σφαλμάτων της παρούσας Σύμβασης.

Άρθρο τρίτο

Η ισχύς του παρόντος νόμου αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως, της δε σύμβασης και του παραρτήματός της σύμφωνα με το άρθρο 12 της σύμβασης.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 22 Μαρτίου 1988

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΧΡΗΣΤΟΣ ΑΝΤ. ΣΑΡΤΖΕΤΑΚΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ — **ΚΑΡΟΛΟΣ ΠΑΠΟΥΛΙΑΣ**

ΕΘΝΙΚΗΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΑΣ — **ΠΑΝΑΓΙΩΤΗΣ ΡΟΥΜΕΛΙΩΤΗΣ**

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ

ΔΗΜΗΤΡΗΣ ΤΣΟΒΟΛΑΣ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους

Αθήνα, 23 Μαρτίου 1988

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΑΓΑΜΕΜΝΩΝ ΚΟΥΤΣΟΓΙΩΡΓΑΣ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ